



Association des policières et policiers provinciaux du Québec

1981, rue Léonard-De Vinci, Sainte-Julie (Québec) J3E 1Y9
Tél.: 450 922-5414 - Fax: 450 922-5417 / Courriel: info@appq-sq.qc.ca
Site internet : www.appq-sq.qc.ca

Le 27 mars 2019

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Déposé le : 16 mai 2019

No. : CI-047

Secrétaire : C. Paquette

Madame Geneviève Guilbault
Ministre de la Sécurité publique
2525 boul Laurier
Tour des Laurentides
5^e étage
Québec QC G1V 2L2

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
Édifice Marie-Guyart
1050 rue Louis-Alexandre-Taschereau
Aile René-Lévesque
3^e étage
Québec QC G1R 5E6

Objet : Projet de loi sur la laïcité

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre.

La présente fait suite à notre rencontre du 26 mars dernier lors de laquelle nous avons eu une discussion relativement aux grandes lignes du Projet de loi à venir concernant la laïcité dans les services publics.

Tout d'abord, soulignons d'emblée que l'Association et ses membres ont, comme il se doit, un profond respect pour toutes les religions et considèrent que leur pratique relève avant tout de la sphère de vie privée.

Ceci étant, notre compréhension dudit Projet de loi relativement à la laïcité dans les services publics devrait reposer principalement sur deux axes à savoir :

- L'interdiction du port de signes religieux pour tout fonctionnaire public en autorité, avec la possibilité d'une clause de droit acquis pour les personnes concernées;
- Le principe de la réception et la demande de service public à visage découvert. L'obligation du visage découvert lors de la réception d'un service public serait reliée à des motifs de preuve d'identité et de sécurité. De plus, aucune mesure d'accommodement raisonnable ne serait possible à ce niveau.

APPQ

Sans qu'il soit nécessaire ici de reprendre l'intégralité des discussions que nous avons eues sur le sujet, il importe toutefois de rappeler que l'Association considère que pour les fins du respect nécessaire à la fonction de policier, une apparence d'impartialité est au moins aussi importante qu'une impartialité réelle.

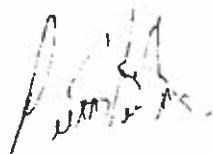
C'est donc dire que le port de l'uniforme et de l'insigne de policier confère une autorité suffisante dans notre société pour que le policier soit à l'abri de critique quant à une perception négative de son impartialité par le port de signes religieux. À ce titre, l'Association se dit en accord avec les principes développés dans le cadre du Projet de loi relativement à la laïcité dans les services publics.

Cependant, nos procureurs voient difficilement comment ce Projet de loi pourrait, à sa face même, passer les tests des tribunaux eut égard à l'application de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

À ce chapitre, nous vous rappelons la mise en garde effectuée lors de notre rencontre concernant l'éventualité que l'un de nos membres exprime le désir de contester l'application de cette Loi à son endroit, basé principalement sur des droits protégés par la *Charte des droits et libertés*. L'Association n'aura dès lors d'autres choix que de prendre les responsabilités qui sont les siennes et de prendre la défense du membre concerné en entreprenant les recours judiciaires appropriés.

Nous vous remercions grandement de l'attention que vous porterez à la présente et vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression nos sentiments distingués.

Le président,



Pierre Veilleux

PV/sb

c.c. Maître Pierre-Paul Côté, Ministère de la Sécurité publique